

Conseil d'administration du 7 novembre.
Motion des personnel·les d'enseignement et d'éducation.
DES MOYENS HUMAINS POUR L'ÉDUCATION.

La mobilisation contre le «Choc des savoirs» et pour un choc de moyens a été historique et remarquable et elle semble avoir eu quelques effets. Si le nombre de personnel·les enseignant·es absent·es à la rentrée 2024 a été réduit par rapport à la rentrée 2023, cela ne nous satisfait pas pour autant.

La première période de l'année scolaire a été quelque peu chaotique car plusieurs personnel·les d'enseignement n'ont pas été remplacé·es. L'un d'eux a été absent depuis la rentrée scolaire de septembre et n'a quasiment pas été remplacé pendant la durée de son absence de longue durée, pendant plus d'un mois. Ce sont trois classes et deux groupes de collégien·nes qui ont été privées de français et de latin chaque semaine.

De même, des BMP en arts plastiques et en technologie sont restés vacants plusieurs semaines après la rentrée.

Plusieurs AED ont également manqué pendant plusieurs semaines faute de recrutement.

Nous exigeons que ces absences de longue durée soient remplacées rapidement sur leur service spécifique. Les non-replacements des absences longues dans notre établissement sont malheureusement des situations trop fréquentes dans notre établissement mais ont de très lourdes conséquences pour nos élèves. A chaque fois il nous est répondu qu'aucun·e titulaire sur zone de remplacement ou contractuel·le n'est mobilisable.

Aussi l'indispensable équipe d'ATTEE est incomplète. Cela génère surcharge de travail et dégrade les conditions d'étude et de travail des personnel·les et des usager·es.

Cette situation n'est pourtant pas une fatalité. Pour cela, le Ministère doit cesser de supprimer des postes chaque année. Aussi nos métiers doivent être rendus plus attractifs. Cela doit passer par une réelle revalorisation de nos salaires sans contrepartie et une amélioration de nos conditions de travail. La GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) est pourtant supprimée, et le point d'indice reste gelé : la GIPA doit être rétablie et les personnel·les revalorisé·es.

Alors que le ministère se gargarise de la mise en place du Pacte, la situation de notre collège montre qu'il ne répond pas aux besoins réels, les absences de longues durées ne pouvant pas être compensées par des blocs de 18h. Il fait diversion avec le Pacte qui se révèle être un écran de fumée mais dans le même temps on annonce la suppression de 4000 postes pour 2025, ce qui surchargera les classes et dégradera les conditions de travail et d'apprentissage des élèves, alors que les classes françaises sont déjà les plus chargées d'Europe.

Nous revendiquons des conditions d'étude et de travail dignes pour notre département aussi. Aussi faut-il recruter et améliorer nos conditions de travail.